



CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 22 JUIN 2023

N° 2023/71

Un extrait de la présente délibération a été publié sur le site de la Ville :

LE 28 JUIN 2023

Présents : 29
Excusés : 6
(6 pouvoirs)
En exercice : 35

Secrétaire de séance :
Christophe CARDET et
Bernard HENRY

Le jeudi vingt-deux juin deux mille vingt-trois à dix-huit heures trente, les membres du Conseil Municipal se sont réunis salle du Conseil Municipal à Saumur, sous la présidence de Madame Astrid LELIEVRE, Première adjointe, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Maire, le quinze juin deux mille vingt-trois

Étaient présents : MM. NERON N., NERON M.-A., Mmes GUILLON, LIEBAULT Maires Délégué(e)s – Mme LELIEVRE, M. GUILMET, Mmes LE COZ, GRIMA, M. CARDET, Mme METIVIER, M. JOSSE, Adjoints – M. BIDAULT, Mmes BOURDIER, TUBIANA, MM. COMBEAU, PIERRE, BRAEMS, Mmes RIO, LHOMMEDE, MM. CHA, RICOU, OLIVA, CHANDOUINEAU, Mmes SOURDEAU, VILLARME, M. HENRY, Mmes LE MENAC'H, LE MELINER, M. CHENOUF, Conseillers Municipaux.

Excusés : MM. GOULET CLAISSE, PROD'HOMME, Mmes TAUGOURDEAU, GODFRIN, COUBLANT, FAURE ont respectivement donné pouvoir à Mmes LELIEVRE, LE COZ, LIEBAULT, M. NERON M.-A., Mmes METIVIER, GRIMA.

INSTITUTION DE PLAFONDS DANS LE CADRE DU COMPTE PERSONNEL DE FORMATION

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique ;

Vu le décret n°2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et la formation professionnelles tout au long de la vie,

Vu l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du Code Général de la Fonction Publique,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 8 juin 2023

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer les modalités de mise en œuvre du CPF et notamment les plafonds de prise en charge des frais de formation au sein de la collectivité / de l'établissement;

Considérant l'importance de l'accompagnement des agents dans la réalisation de leur projet professionnel et la nécessité de leur accorder toutes facilités afin de permettre l'accomplissement de ce projet, le service Formation propose à l'assemblée le règlement suivant :

Le compte personnel de formation permet à l'agent d'accéder à une qualification ou de développer ses compétences dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle. L'agent utilise, à son initiative et sous réserve de l'accord de son employeur, les heures qu'il a acquises sur ce compte en vue de suivre des actions de formation, et pour préparer des examens ou des concours de la fonction publique (étant entendu que les préparations aux concours ou examens professionnels doivent être prioritairement effectués au CNFPT).

Article 1 : Demande d'utilisation du CPF

Dans un premier temps, l'agent devra compléter et transmettre au service formation de la DRH le formulaire de demande d'utilisation du Compte Personnel de Formation, accompagné d'un courrier expliquant son projet de formation / d'évolution professionnelle. Le formulaire devra préciser le nombre d'heures de formation requises, le calendrier et le programme de la formation ainsi que le devis de l'organisme de formation ciblé.

Article 2 : Dépôt des demandes

Les documents devront être déposés auprès du Service Formation par mail ou courrier.

Article 3 : Critères d'instruction et priorité des demandes

1/ Critères d'instruction :

Afin d'instruire les demandes, il est décidé d'examiner chaque demande en présence, au minimum, d'un élu et d'un représentant de l'administration (DGS ou DRH). La demande passera ensuite en commission RH pour validation.

Une seule demande par agent et par année civile sera étudiée.

2/ Les situations prioritaires en référence au texte de réglementation du CPF

Lors de l'instruction des demandes, la collectivité examinera les demandes d'utilisation du CPF en donnant une priorité aux agents qui souhaitent :

- Suivre une action de formation, d'accompagnement ou bénéficier d'un bilan de compétences permettant de prévenir une situation d'inaptitude à l'exercice des fonctions préconisée par le médecin du travail
- Suivre une action de formation ou un accompagnement à la validation des acquis de l'expérience (VAE) par un diplôme, un titre ou une certification inscrite au RNCP (Répertoire National des Certifications Professionnelles) pour les agents sans aucun diplôme.

- Suivre une remise à niveau relevant du socle de connaissances et de compétences de base (exemple : Certificat CléA). Les formations au socle de connaissances et compétences de base ne peuvent pas être refusées par l'employeur mais peuvent être reportées d'un an maximum.
- Suivre une action de formation pour la préparation d'un concours ou examen professionnel hors CNFPT – **doit rester une exception**

3/ Les critères de priorité complémentaires

Afin d'instruire les demandes non prioritaires, chaque dossier sera étudié en tenant compte des critères suivants :

- La pertinence du projet par rapport à la situation de l'agent (en privilégiant les projets présentés par des agents dans l'obligation d'envisager une reconversion professionnelle)
- L'adéquation de la formation avec le projet d'évolution professionnelle
- Le nombre de formations déjà suivies par l'agent dans le cadre du CPF
- l'ancienneté sur le poste ou au sein de la Fonction Publique Territoriale
- Le calendrier de la formation en tenant compte des nécessités de service.

Article 4 : Réponses aux demandes de mobilisation du CPF

Une réponse à la demande de mobilisation du CPF sera adressée par écrit à l'agent dans un délai maximum d'un mois à compter de la date de l'examen par les élus et le Directeur Général. Toute décision de refus doit être motivée et pourra être contestée par l'agent devant l'instance paritaire compétente.

L'agent a également la possibilité d'effectuer un recours gracieux, hiérarchique ou contentieux, dans les conditions de droit commun.

Si une demande de mobilisation du CPF a été refusée pendant 2 années consécutives, le rejet d'une 3^e demande portant sur une action de formation de même nature ne peut être prononcé qu'après avis de l'instance paritaire compétente.

Lorsque plusieurs refus sont émis sur les demandes d'utilisation du CPF, l'agent pourra demander à bénéficier d'un accompagnement personnalisé pour l'élaboration de son projet d'évolution professionnelle. Cet accompagnement peut être assuré par un conseiller du Centre de Gestion ou par un organisme agréé.

Article 5 : Plafonds de prise en charge des frais de formations

Conformément aux dispositions de l'article 9 du décret du 6 mai 2017 susvisé, sont décidés, en vue de la prise en charge des frais de formation, les plafonds suivants :

Projet de l'agent	Prise en charge frais de formation	Plafond maximal de formation pris en charge (prix TTC)	Temps de formation sur temps de travail ou temps personnel	Prise en charge frais de transport
Formation dans le cadre d'un projet de reconversion pour anticiper une <u>inaptitude à l'exercice des fonctions préconisée par le médecin du travail</u>	100 %	3 600 €	Temps de travail (en priorité)	Non
Dispositif de remise à niveau (ex CléA)	100 %	1 000 €	Temps de travail (en priorité)	Non
Préparation concours hors CNFPT	Poste disponible dans la collectivité : - oui : 50% * * soit 200€ - non : 0 %	400 €	Temps de travail (en priorité)	Non
Bilan de compétences dans la limite de 2 par an pour toute la collectivité *	100 %	1 850 €	Temps de travail (en priorité)	Non
Accompagnement pour une VAE	100 %	1 600 €	Temps de travail (en priorité)	Non
Reconversion ou projet pour raison personnelle et rester dans la collectivité sous réserve d'un poste ouvert dans la collectivité	70 %	1 800 €	Temps de travail (en priorité)	Non
Reconversion ou projet pour raison personnelle et quitter la collectivité	20 %* *soit 360 €	1 800 €	Temps personnel (en priorité)	Non

* Tous les agents de la collectivité peuvent bénéficier d'un bilan de compétences. L'agent ne peut prétendre à un autre bilan de compétences qu'à l'expiration d'un délai d'au moins 5ans après le précédent.

Article 6 : La situation de l'agent en formation

Les actions de formation suivies au titre du CPF ont lieu en priorité pendant le temps de travail. Les heures consacrées à la formation donnent lieu au maintien de la rémunération de l'agent par l'employeur. Les heures du CPF utilisées pour la formation seront réalisées tout ou partie sur le temps de travail en fonction du projet de l'agent. Les heures de formation hors temps de travail ne donneront lieu ni à rémunération ni à récupération.

L'agent qui utilise son CPF est couvert par son régime accident de travail / maladie professionnelle comme tout agent qui suit une formation.

L'agent est tenu de suivre la formation demandée en totalité. En cas d'absence non justifiée (autre que maladie ou raison sérieuse), l'agent sera tenu de rembourser la somme correspondant au coût de la formation.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- APPROUVER le règlement et les plafonds instaurés pour le CPF dans les conditions ci-dessus définies.
- AUTORISER le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à cette affaire.
- PRÉVOIR l'inscription des crédits nécessaires au budget.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal ADOPTE à l'unanimité.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire empêché,
La Première Adjointe,



Astrid LELIEVRE